



MORT ANNONCÉE DU SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE

UN FLEURON DE LA RÉPUBLIQUE SACRIFIÉ SUR L'AUTEL DE LA FINANCE

La dérèglementation des marchés de l'énergie, entamée en France sous l'impulsion de la Commission européenne depuis la fin des années 1990, n'a cessé de produire des effets désastreux.

Déjà lourdement impacté, le service public de l'énergie est maintenant la cible d'une mise à mort annoncée. Les citoyennes et citoyens français qui en bénéficient depuis 1946, tout autant que les salariés de ces entreprises, seraient **victimes de ce démantèlement**.

UN PROCESSUS PERFIDE

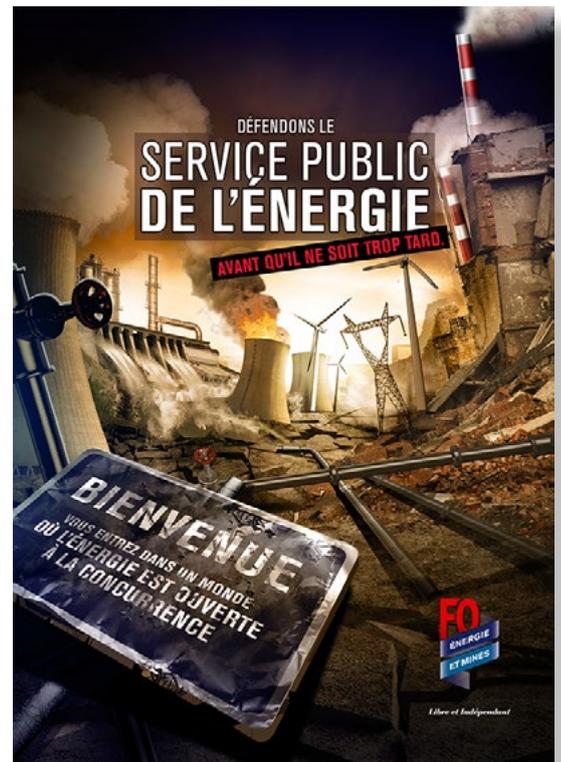
Les différents gouvernements, de gauche comme de droite, ont à partir des années 1980 contribué à la destruction progressive du service public de l'énergie.

Les directives européennes ont été transposées en droit français sans aucun débat, et avec zèle, par ces gouvernements successifs.

L'ouverture à la concurrence a d'abord concerné les grands comptes en 1999 pour l'électricité et le gaz, elle s'est étendue ensuite à toute la clientèle professionnelle en 2004. En 2007, ce fut au tour du marché des particuliers d'être ouvert à la concurrence.

L'argumentation de cette transformation du marché de l'énergie prétendait viser une baisse des prix pour le consommateur.

FO Énergie et Mines n'a jamais été dupe de cette supercherie. Nous avons condamné, depuis le début, ces manœuvres perfides répondant uniquement à **une logique purement financière**. Celle-ci a été impulsée par une politique européenne ultralibérale et portée par les gouvernements français successifs.



DES MANŒUVRES ANTIRÉPUBLICAINES

La déréglementation des marchés de l'énergie a entraîné, ces dernières années, un **abandon progressif des missions de service public**, portées dès l'origine par EDF-GDF.

Les conséquences sont visibles :

- **Fermetures des agences clientèle** qui permettaient de maintenir une proximité avec l'ensemble des citoyens et notamment les plus précaires.
- **Hausse de leur facture** avec l'émergence de différentes taxes.
- Hausse drastique des **frais contractuels**.

La baisse des prix annoncée liée à l'ouverture du marché de l'énergie est bien loin...

La fin des Tarifs Réglementés de Vente du gaz a été malheureusement actée, ceux de l'électricité sont en péril. Avec cette nouvelle étape, c'est la **fin de la péréquation tarifaire** qui serait entérinée.



BROYAGE
DU SERVICE PUBLIC
DE L'ÉNERGIE :

Grand Prix
du plus beau gâchis

Ouverture des marchés, attaque contre l'hydraulique, fin des TRV Gaz...
Dans ce festival, ne soyons pas les grands perdants.
Salariés, agents, usagers : ensemble, agir, ne pas subir.



Ce serait la fin d'un même prix pour un même produit, un produit de première nécessité !

De ce fait, ce serait la fin du service public républicain.

La Commission européenne et nos gouvernements successifs continuent de s'inscrire dans le dogme de l'ultralibéralisme.

FO Énergie et Mines continuera à agir pour défendre un service public républicain de l'énergie, l'un des derniers piliers de ce qui caractérise la République française.